

Unis pour sauver la liberté

Nos libertés sont aujourd'hui en péril.

Nous sommes menacé-es par un pouvoir en pleine dérive autoritaire et liberticide comme l'illustrent, entre autres choses, la loi dite de « sécurité globale », partiellement censurée par le Conseil Constitutionnel, ou la loi sur le « séparatisme ». Dans un effort désespéré pour se maintenir au pouvoir, E. Macron court après les idées de l'extrême droite, idéologie qui place ses thématiques nauséabondes au centre du champ médiatique.

Ainsi le choix de politiques migratoires d'exclusion et de rejet, les stratégies d'affaiblissement des contre pouvoirs, le choix de politiques sécuritaires au détriment de la justice, sont portés aujourd'hui par l'extrême droite, la droite et l'actuelle majorité.

Ce positionnement politique profondément réactionnaire et antidémocratique, amplifié par les réseaux prétendus sociaux, sature l'espace médiatique et est relayé par des organisations irresponsables qui appellent à suspendre l'état de droit ou organisent un rassemblement devant l'Assemblée Nationale pour remettre en cause l'autorité judiciaire. Les mêmes demandent aussi que la Constitution soit réformée afin de permettre l'instauration d'une politique sécuritaire totalement répressive. Le délitement de nos institutions va jusqu'à l'écriture de tribunes par des militaires à la retraite, mais aussi d'active, qui évoquent clairement la possibilité d'un putsch.

Le danger est là, ne nous leurrions pas.

Ne tombons pas dans le piège habituel des mots de l'extrême droite, qui clame son anti-libéralisme et sa défense des services publics, dans une duplicité faisant croire à des ambitions sociales et populaires. Les faits montrent l'inverse, aujourd'hui comme hier, en France comme ailleurs, quand elle arrive au pouvoir et qu'elle est aux affaires.

Ce sont tous nos acquis démocratiques et sociaux, fruits de siècles de luttes sociales et ouvrières, qui risquent de disparaître. Nous devons tenir bon et refuser le choix mortifère qu'on veut nous imposer. Réduire le débat public aux questions religieuses, identitaires, sécuritaires n'a d'autre objectif que de susciter la peur, l'angoisse et l'hystérisation du débat. Rentrer dans ce débat c'est le perdre d'avance. Rentrer dans ce débat c'est apporter de l'eau au moulin de la droite la plus dure et de l'extrême-droite.

Pour nous, organisations progressistes et démocratiques, la lutte contre l'extrême-droite et ses idées, contre la haine, contre l'intolérance et contre le recul des libertés passe par la question sociale. La misère et le déclassement sont les fonds de commerce de l'extrême-droite. Le capitalisme néo-libéral qui domine la planète depuis des décennies, jette des millions de travailleuses et de travailleurs dans la pauvreté et la grande précarité. Les « oublié-es » de la mondialisation, faute d'une véritable rupture sociale, féministe, écologique ne trouvent de débouché politique que dans l'abstention massive qui profite aux idées d'extrême-droite. Le sentiment de déclassement, la disparition des services publics, l'absence de perspectives positives et progressistes dans la société, dans le travail et évidemment pour la jeunesse sont le fruit d'un renoncement politique que nous combattons et qu'il faut combattre toutes et tous ensemble.

Lutter contre l'extrême-droite et ses idées,

- c'est rompre avec cette politique économique folle qui détruit le tissu social, en plus de détruire la planète ;
- c'est rompre avec la casse des services publics, casse encore accentuée par le pouvoir actuel ;
- c'est lutter contre la pauvreté et l'exclusion;
- c'est promouvoir une politique économique novatrice, tenant compte de l'urgence sociale et climatique, garantissant à toutes et tous un salaire permettant de vivre dans la dignité, construisant un avenir désirable par toutes et tous ;
- c'est structurer une organisation sociale protectrice, démocratique et égalitaire qui n'abandonne personne et qui garantit aux citoyennes et aux citoyens une réelle égalité de droits.

Restons fermes sur nos valeurs mais, surtout, unissons-nous.

Face à la terrible menace qui plane, face à l'abîme vers lequel le pouvoir nous mène, les divisions ne peuvent et ne doivent plus avoir cours. Ce qui nous unit est bien plus important que ce qui nous divise. Le péril doit nous pousser à nous unir pour défendre nos droits démocratiques et nos libertés.

**Pour la liberté, pour la démocratie, unissons-nous.
Il est plus que temps.**